

Maroc : zoom sur la politique migratoire

Maroc/Algérie : bras de fer diplomatique autour des réfugiés syriens

Des réfugiés syriens ont été pris en étau entre le Maroc et l'Algérie, durant la dernière semaine du mois de janvier, ces deux pays se renvoyant la responsabilité d'accueillir ces réfugiés.

INSTITUT
FRANÇAIS
TUNISIE



UNHCR

United Nations High Commissioner for Refugees
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés



A.E.S.A.T
Association des Etudiants et Stagiaires Africains en Tunisie
جمعية الطلبة والمتدربين الأفارقة بتونس



CONSEIL TUNISIEN POUR LES RÉFUGIÉS ET LES MIGRANTS
المجلس التونسي للاجئين و المهاجرين

L'ambassadeur d'Algérie au Maroc a d'abord été convoqué par la ministre marocaine déléguée aux Affaires étrangères le mardi 28 janvier 2014. À l'ordre du jour : l'expulsion, selon les autorités marocaines, de plus de 70 réfugiés syriens par l'Algérie vers le Maroc, entre le dimanche 26 et le mardi 28 janvier, face à laquelle la ministre marocaine a exprimé la « forte désapprobation » du royaume.

D'après des reportages filmés par les chaînes nationales marocaines, des familles syriennes refoulées ont été installées provisoirement dans des tentes près de la zone frontalière avec l'Algérie. Selon des témoignages, ces réfugiés sont arrivés par avion depuis le Liban avant d'être conduits par les forces de l'ordre algériennes vers la frontière avec le Maroc. À ce propos, le ministère des Affaires étrangères marocain « déplore profondément cet acte inhumain, d'autant plus qu'il s'agit de femmes et d'enfants dans une situation de vulnérabilité extrême », souligne un communiqué publié par le ministère.

L'Algérie a vigoureusement rejeté cette accusation, expliquant que les gardes frontières n'ont fait que refuser l'accès sur le territoire national à des ressortissants syriens refoulés préalablement par les autorités marocaines. Elle a, à son tour, convoqué l'ambassadeur du Maroc à Alger afin de lui exprimer sa « forte réprobation » face aux allégations du Maroc. Les autorités algériennes ont donc renvoyé la balle au pays voisin, en affirmant qu'elles n'ont fait que refouler des réfugiés que le Maroc voulait expulser.

À l'automne dernier, Rabat avait rappelé son ambassadeur en Algérie pour consultations, à la suite d'une brusque montée de tensions autour de la question des droits de l'homme au Sahara occidental. Les ONG évoquent régulièrement le refoulement de migrants irréguliers, la plupart d'origine subsaharienne, des deux côtés de la frontière commune, en l'absence de coopération bilatérale.

D'après le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), environ un millier de réfugiés syriens se trouvent actuellement sur le territoire marocain. Ils sont dans l'attente de l'obtention d'un statut de protection temporaire, qui leur permettrait selon le HCR, de séjourner légalement au royaume chérifien, voire de bénéficier d'un programme d'assistance.

Selon les autorités algériennes, quelques 20 000 syriens ont trouvé refuge en Algérie depuis le début du conflit armé dans leur pays. Ils reçoivent aide et assistance de la part du Croissant Rouge algérien (CRA).

Cet incident diplomatique soulève la question de la protection des réfugiés syriens bloqués à la frontière entre le Maroc et l'Algérie, officiellement fermée depuis 1994 et dont toutes les tentatives de réouverture ont échoué du fait des nombreux désaccords politiques entre les deux pays.

Pour plus d'information, consultez [l'article de Gnet](#), [l'article de France24](#) et [le communiqué de presse du Faldi](#) (en français).